

# Maires du Bas-Rhin Toujours davantage de complexité dans la gestion

Face aux réformes en cours, les maires ont souvent le tournis. Comme en témoignait la très longue réunion de l'Association des maires du Bas-Rhin, présidée par Joseph Ostermann, hier, dans le cadre de la Foire européenne de Strasbourg.

« Nos débats sont de plus en plus longs et de plus en plus techniques », a lâché Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg, au bout de quatre heures de débats, inquiet de voir l'heure du déjeuner — offert par la ville de Strasbourg aux maires bas-rhinois — largement dépassée. Pourtant, il y a eu peu de « parloles », chaque intervention correspondant souvent à

un sujet d'inquiétude. Et le préfet Pierre-Étienne Bisch, tout comme les ténors présents à la tribune ont joué le jeu, répondant aux interpellations.

## 292 communes en zone inondable

L'ordre du jour était très lourd. Après la présentation du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Rhin et Meuse (Sdage), Jean-Luc Mantelet, directeur général adjoint au conseil général, a détaillé le recensement des zones humides (30 000 ha) et des zones inondables (45 000 ha, soit 10 % du territoire). Or, « 292 communes

sont affectées par un risque d'inondation », a-t-il prévenu, en soulignant la nécessité d'un « travail partenarial » avec les différentes autorités pour affiner les zones à risques, et y éviter l'installation d'habitations ou d'entreprises.

Le Département participera à ce travail, le président Guy-Dominique Kennel, dans son intervention, ayant souligné sa volonté de « faire profiter les maires de l'expertise » de ses services pour « faciliter le montage ou le suivi des projets ». « Pour lutter contre la complexification croissante des procédures administratives, j'ai la volonté de simplifier les dispositifs d'aides du conseil général aux communes », a-t-il ajouté.

Autre point à l'ordre du jour, la réforme fiscale qui ne se résume pas à la seule suppression de la taxe professionnelle, comme l'a indiqué la consultante Sylvie Romia. « L'ensemble des impôts locaux seront réaffectés », a-t-elle expliqué, en observant que, « si les élus veulent réduire la charge fiscale sur les entreprises, celle-ci se reportera sur les ménages ».

Ainsi, dans le Bas-Rhin, les ménages contribueront pour 86 % aux ressources des communes contre 79 % actuellement. Pour les intercommunalités, la part des entreprises passera de 89 % à 51 %, et celle des ménages de 10



Une salle très attentive, même dans le fond. Photo Jean-Marc Loos

à 35 %. Quant à la politique des abattements, elle appartiendra aux communes et aux intercommunalités.

De nombreuses questions ont été soulevées par les élus présents, dont l'une concernant la formation des sapeurs-pompiers volontaires, au nombre de 5 936 dans le département, qui « coûte » 83 M€ au Sdis (service départemental). En conclusion, le préfet, Pierre-Étienne Bisch, a demandé que le répertoire des zones inondables soit « prêt avant Noël ».

Évoquant un sujet d'actualité, qui n'a cependant pas été abordé cette année, il a appelé les maires à faire un effort en matière d'accueil des gens du voyage. « On ne peut pas avoir un discours sur l'accueil si on ne fait pas ce qu'il faut faire pour cela », a-t-il prévenu, en indiquant que le Schéma des aires d'accueil n'est réalisé qu'à 70 %. Et il n'y a qu'une aire de grand passage, à Wissembourg, alors qu'il en faudrait autour de Strasbourg. « Encore un effort, Messieurs les maires ! », a-t-il lancé. Sans obtenir de réponse.

Y.B.

## Richert défend la réforme

Président du conseil régional et questeur du Sénat, Philippe Richert suit avec attention la réforme sur les collectivités locales. « On pensait qu'avec le travail préalable associant droite et gauche, il y aurait un consensus. Il n'en est rien », a-t-il déploré, en regrettant aussi les dissensions au sein de la majorité, entre députés et sénateurs. Or, l'Assemblée aura le dernier mot. Ainsi sur le mode de scrutin des conseillers territoriaux — qui siégeront, et au conseil général, et au conseil régional — et qui devraient être élus, en 2014, selon un scrutin uninominal, à partir de cantons redéfinis. « J'aurais préféré un double scrutin, uninominal et de liste », a maintenu le président Richert. Une loi spécifique définira les modalités du scrutin. Il a confirmé aussi que l'Alsace aurait 31 conseillers dans le Haut-Rhin et 43 dans le Bas-Rhin.

L'Alsace - 11/09/10